

PERSPECTIVE

Montréal n'a pas dit son dernier mot

Au sortir de la dernière récession, le cynisme et le défaitisme étaient bien présents dans la métropole. L'insatisfaction en regard des performances économiques passées et des perspectives de la région métropolitaine de recensement de Montréal (RMR) était palpable. Bien que la région n'ait pas encore enregistré de records, on sent qu'une nouvelle énergie l'habite. Les choses ont bougé depuis 2010, l'inertie qui semblait régner en maître a fait place à la concrétisation de projets longuement attendus. La région se permet même de rêver, c'est déjà un signe de santé. La RMR de Montréal n'a pas dit son dernier mot.

Un regard économique : l'année 2016

Parmi les progrès observés ces dernières années, on note une meilleure connaissance des indicateurs économiques et sociaux de la région (il sera ici question de la région métropolitaine de recensement de Montréal « RMR »). Les élus, les gens d'affaires, les universitaires et les administrateurs publics de tous les paliers de gouvernement disposent d'un nombre croissant d'outils pour l'ausculter. Ces dernières années, on a vu se multiplier les tableaux de bord, les indices et les palmarès pour situer la métropole par rapport à sa propre évolution et la comparer aux grandes régions métropolitaines du Canada, de l'Amérique du Nord et du monde.

Ainsi, une des analyses les plus récentes pour l'année qui vient de s'écouler a été réalisée par l'Institut économique du Québec, en collaboration avec Montréal International et la Chambre de commerce du Montréal métropolitain. Le [Tableau de bord de la région métropolitaine de Montréal pour l'année 2016](#) a permis de comparer la RMR de Montréal à 14 autres villes nord-américaines selon 29 indicateurs socio-économiques regroupés en cinq catégories. Les résultats de l'an dernier ne sont pas très différents de ceux observés en 2015.

Ainsi, Montréal est en tête de ce palmarès en ce qui a trait à la qualité de vie de ses citoyens. Par contre, elle est en queue de peloton pour sa vitalité économique. Elle occupe le 13^e rang dans la catégorie Capital humain et se situe un peu en deçà de la moyenne en matière d'innovation. Enfin, elle demeure une ville relativement attrayante pour les entrepreneurs et les investisseurs en raison de la fiscalité des entreprises « qui est parmi les plus compétitives en Amérique du Nord ». Les auteurs concluent, à juste titre, que les défis sont grands pour la métropole si elle veut

devenir « l'une des meilleures villes nord-américaines sur le plan économique ». On note, par ailleurs, que plusieurs mesures ont été prises ces dernières années et qu'il faudra travailler fort, ce qui est indéniable. Cet exercice a le mérite de couvrir un large éventail d'indicateurs et de permettre d'identifier les aspects qui nécessitent une action plus immédiate.

Prendre le contrepied du pessimisme ambiant

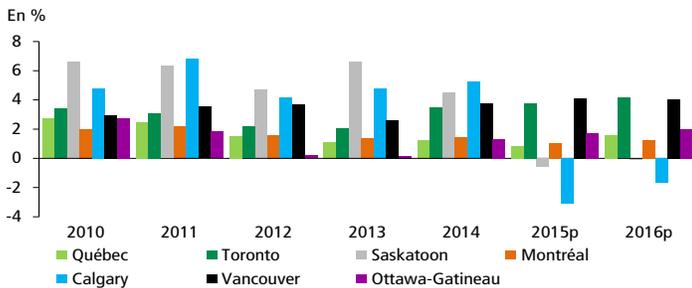
De tels résultats ont de quoi alimenter ceux qui continuent de prétendre que la RMR de Montréal « a une économie qui stagne, qui ne crée aucun emploi, dont le taux de chômage fait du surplace, dont l'accroissement démographique est anémique, qui s'appauvrit et qui manque d'investissements ». C'est faire fi des efforts déployés ces dernières années et de certaines statistiques.

Il est intéressant de mesurer le chemin parcouru depuis la fin de la récession afin de jeter un coup d'œil sur une plus longue période. Le court exercice qui suit permet de situer Montréal par rapport à six autres grandes RMR canadiennes depuis 2010. Au chapitre de la croissance, le rythme du PIB réel de la RMR de la métropole a ralenti peu à peu après le rebond de 2010 (graphique 1 à la page 2). Selon les pronostics du Conference Board du Canada, il aurait repris du tonus en 2016. Fait à noter, sa variabilité est nettement moins grande que celle des RMR dont la vitalité est liée de près à l'exploitation pétrolière (Calgary et Saskatoon). Toutefois, la vigueur de la région de Montréal a tout de même été inférieure à celle de Toronto et à celle de Vancouver, qui est la porte vers l'Asie. Au regard de ceux qui considèrent que Montréal ne connaît aucune croissance, il faut reconnaître qu'il y a effectivement une progression, mais qu'elle est en deçà des attentes.

François Dupuis, vice-président et économiste en chef • Joëlle Noreau, économiste principale

Desjardins, Études économiques : 418-835-2450 ou 1 866-835-8444, poste 5562450 • desjardins.economie@desjardins.com • desjardins.com/economie

NOTE AUX LECTEURS : Pour respecter l'usage recommandé par l'Office québécois de la langue française, nous employons dans les textes et les tableaux les symboles k, M et G pour désigner respectivement les milliers, les millions et les milliards. MISE EN GARDE : Ce document s'appuie sur des informations publiques, obtenues de sources jugées fiables. Le Mouvement des caisses Desjardins ne garantit d'aucune manière que ces informations sont exactes ou complètes. Ce document est communiqué à titre informatif uniquement et ne constitue pas une offre ou une sollicitation d'achat ou de vente. En aucun cas, il ne peut être considéré comme un engagement du Mouvement des caisses Desjardins et celui-ci n'est pas responsable des conséquences d'une quelconque décision prise à partir des renseignements contenus dans le présent document. Les prix et les taux présentés sont indicatifs seulement parce qu'ils peuvent varier en tout temps, en fonction des conditions de marchés. Les rendements passés ne garantissent pas les performances futures, et les Études économiques du Mouvement des caisses Desjardins n'assument aucune prestation de conseil en matière d'investissement. Les opinions et les prévisions figurant dans le document sont, sauf indication contraire, celles des auteurs et ne représentent pas la position officielle du Mouvement des caisses Desjardins. Copyright © 2017, Mouvement des caisses Desjardins. Tous droits réservés.

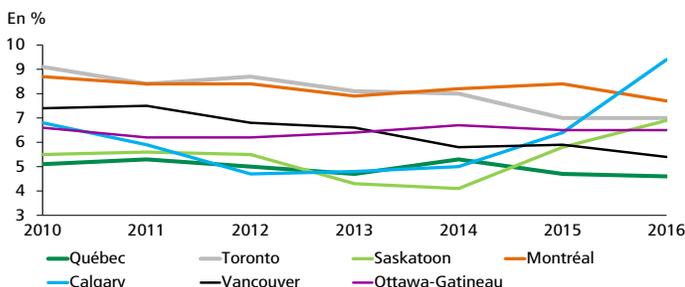
GRAPHIQUE 1
PIB réel : croissance moins trépidante à Montréal, mais pas de soubresauts attribuables aux aléas de la conjoncture


p : prévisions
Sources : Conference Board du Canada, Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

C'est au chapitre des perspectives économiques que se profile une embellie. Ainsi, pour la période de 2017 à 2021, le Conference Board estime que la croissance annuelle moyenne sera de 1,9 % à Montréal, avoisinant celle prévue pour Ottawa-Gatineau (2,0 %), Calgary (2,0 %) et Saskatoon (2,1 %). Les investissements importants destinés aux infrastructures et la croissance attendue de l'emploi, notamment, viendront tonifier l'économie montréalaise dans les prochaines années.

« Il n'y a pas de croissance de l'emploi », voilà une autre critique qui se fait entendre. De 2010 à 2016, l'emploi total a crû de 6,2 % alors qu'il a été contenu à 4,7 % à Ottawa-Gatineau et à 5,5 % à Québec. Durant la même période, l'augmentation s'est chiffrée à 11,2 % à Toronto et à 13,2 % à Vancouver. De leur côté, Calgary et Saskatoon ont bénéficié de hausses respectives de 14,5 % et 16,1 %, soutenues par l'effervescence pétrolière encore présente de 2010 à 2014. Là encore, l'emploi n'a pas crû à la même vitesse à Montréal que dans le Centre et l'Ouest du pays : il n'a pas stagné pour autant.

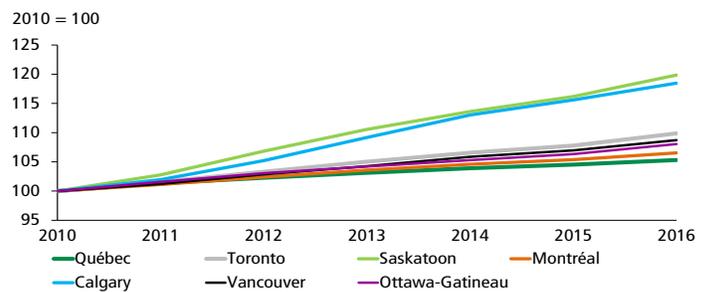
« Le taux de chômage fait du surplace », vraiment? Le graphique 2 permet de constater que ce n'est pas tout à fait vrai : il est passé de 8,7 % à 7,7 %. Bien qu'il demeure élevé, il n'est pas soumis aux aléas des variations des prix du pétrole

GRAPHIQUE 2
Le taux de chômage est à la baisse, mais il prend son temps dans la RMR de Montréal


RMR : région métropolitaine de recensement
Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

comme à Calgary et à Saskatoon et il n'a pas stagné comme à Ottawa-Gatineau. En ce qui a trait au taux d'emploi, il a peu évolué à Montréal depuis 2010, à l'image de Toronto et de Québec. Par contre, il a diminué de façon appréciable à Ottawa-Gatineau, à Calgary et à Saskatoon durant la même période.

« L'accroissement démographique est anémique » est une autre doléance exprimée. Depuis la dernière récession, la population de la région montréalaise s'est accrue de 6,5 %. Sur les sept RMR canadiennes comparées, elle est à l'avant-dernier rang, devant celle de Québec. Le graphique 3 présente les croissances comparées. L'effet pétrolier est très visible dans l'Ouest du pays, cependant, la RMR de Montréal demeure dans le peloton des quatre autres RMR considérées.

GRAPHIQUE 3
Depuis 2010, la population a crû nettement plus rapidement dans les RMR associées à la production pétrolière


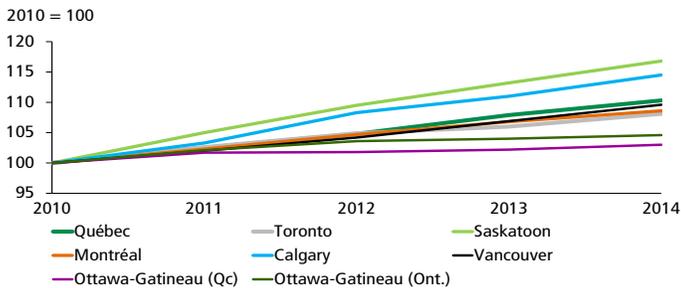
RMR : régions métropolitaines de recensement
Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

« Il y a un appauvrissement » disent quelques observateurs. À certains égards, la prospérité plus grande des autres RMR peut changer le rang occupé par la RMR de Montréal dans les différents palmarès. Toutefois, au chapitre du revenu médian, l'évolution pour la période 2010 à 2014 (dernière année disponible) est de 11,5 % dans la métropole, ce qui se compare avantageusement à Ottawa-Gatineau (partie Québec) à 6,5 %, à Ottawa-Gatineau (partie Ontario) à 7,4 %, à Toronto (9,1 %) et à Vancouver (11,2 %). Fait intéressant, la comparaison du revenu d'emploi médian (graphique 4 à la page 3) classe Montréal dans le milieu de peloton également. L'appauvrissement est bien relatif.

Enfin, le manque de tonus dans les investissements peut être remis en question. En décembre dernier, la Commission de la construction du Québec recensait 102 chantiers en cours dont la valeur de chacun dépassait les 5 M\$ dans l'agglomération de Montréal. Cela représentait un total de 24 G\$. La répartition permet de voir qu'ils ne sont pas tous concentrés dans les infrastructures : 42 projets institutionnels et commerciaux, 30 projets résidentiels, 26 projets de génie civil et de voirie et 4 projets industriels. On peut se demander quel serait le total si l'on cumulait ceux dont la valeur était inférieure à 5 M\$.

GRAPHIQUE 4

La RMR de Montréal se trouve en milieu de peloton pour l'évolution du revenu d'emploi médian entre 2010 et 2014

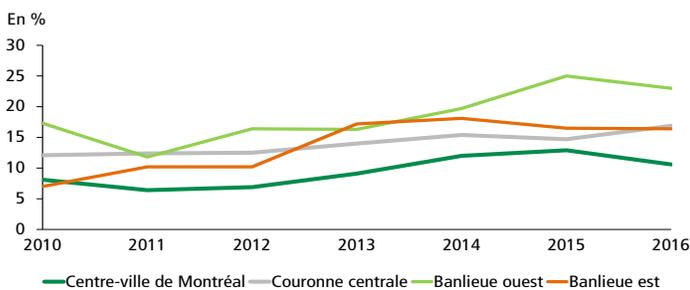


RMR : région métropolitaine de recensement
Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Par ailleurs, on constate que malgré la construction de nombreux espaces à bureaux ces dernières années, ceux-ci semblent trouver preneur si l'on en croit le taux d'inoccupation des espaces à bureaux dans la région de Montréal (graphique 5). Bien que tous les secteurs ont vu croître leur taux d'inoccupation depuis 2010 à la suite de l'érection de nombreuses tours, on observe tout de même une diminution au centre-ville, dans la banlieue est et la banlieue ouest pour l'année 2016.

GRAPHIQUE 5

Taux d'inoccupation des espaces à bureaux : un dynamisme s'affiche



Sources : CB Richard Ellis dans Montréal en statistiques et Desjardins, Études économiques

La présentation de ces indicateurs n'a rien d'absolu : pour chacun d'eux, on pourrait tenter d'opposer une statistique qui atténuerait les conclusions qui viennent d'être présentées. Toutefois, on peut constater que le vent semble tourner ces dernières années. Cet optimisme se lit également dans le [Bilan économique 2016, Agglomération de Montréal](#) publié en mars 2017. Par ailleurs, ce simple exercice permet de constater, une fois de plus, que poser un diagnostic sur la santé économique d'une région devient de plus en plus complexe en raison du nombre croissant d'indicateurs et de la meilleure connaissance que l'on en a.

Ce qui a changé depuis la récession

La récession a marqué un temps d'arrêt partout où elle a frappé au pays, quoique moins sévèrement qu'ailleurs dans le monde. Il y a un « avant » et un « après ». En quoi la RMR de Montréal est-elle différente? Montréal n'a pas diamétralement changé. Par contre, la vive concurrence entre les régions métropolitaines partout dans le monde l'a amenée à mettre davantage en vitrine ses atouts (la main-d'œuvre bilingue et parfois trilingue, qualifiée, créative, son leadership universitaire, l'accès aux marchés, la compétitivité de ses coûts d'exploitation et du cadre fiscal des sociétés, une économie diversifiée, des secteurs d'excellence bien définis (grappes industrielles notamment) et une qualité de vie enviable, pour ne nommer que ceux-là).

Depuis 2010, il est passé beaucoup d'eau sous les ponts et, à ce titre, le remplacement du pont Champlain (plus de 4 G\$) est un autre des changements positifs qui contribuent à faire bouger les choses dans la région ces dernières années. Au chapitre des infrastructures, c'est 1,4 G\$ qui sera dépensé de 2017 à 2019 uniquement sur le réseau routier de l'île de Montréal et à Laval par le gouvernement du Québec. Les plaintes sur la vétusté du réseau passent le relais à celles sur la congestion grandissante attribuable aux travaux. Ce n'est pas d'hier que les cônes orange ont élu domicile dans la métropole, c'est vrai, mais ils représentent peu à peu davantage des signes d'avancement et d'amélioration à venir que de danger ou de décrépitude.

La fin des audiences et le dépôt du rapport de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction ont permis, depuis, d'attirer l'attention sur des aspects plus positifs de la région. Le démarrage du très attendu projet du CHUM (Centre hospitalier universitaire de Montréal) après une décennie d'hésitation a aussi contribué à redonner un élan à la RMR. Les agrandissements à l'aéroport Montréal-Trudeau (ajout d'une jetée internationale notamment) visant à s'adapter à un achalandage accru et à l'augmentation de la desserte aérienne à travers le monde font écho à des souhaits longtemps exprimés par les gens d'affaires et du tourisme. Pour battre au rythme d'une industrie qui croît mondialement, des investissements de plus de 1 G\$ sont prévus pour la période 2016 à 2020, ce qui ne réduit pas cependant la nécessité d'une liaison efficace vers le centre-ville et l'aménagement de l'entrée à l'aéroport.

Au port de Montréal, on a aussi cherché à profiter du mouvement à la hausse du transport des biens et des personnes observé à l'échelle planétaire. Le tonnage de marchandises atteint des niveaux records depuis 2010. On a investi pour agrandir le terminal de conteneurs (secteur Viau), la capacité de manutention des marchandises a été augmentée et, de plus, on est désormais en mesure d'accueillir les navires à très fort tonnage. La gestion ferroviaire a été améliorée, l'accès par les camions revu, on a réhabilité la jetée Alexandra et la gare maritime Iberville pour les croisiéristes, sans oublier la création de pôles logistiques à Contrecoeur et à Vaudreuil-Soulanges.

Les cinq grappes industrielles créées entre 2005 et 2009 (aéronautique, sciences de la vie, technologies de l'information et des communications, cinéma et technologies propres) semblent avoir réussi à faire la démonstration de leur utilité puisque quatre nouvelles ont officiellement vu le jour entre 2010 et 2016 (les services financiers, l'aluminium, la logistique et le transport ainsi que la mode). Nombreuses sont celles qui ont des « chantiers de travail » visant à trouver des réponses à des problèmes communs (formation, recrutement, approvisionnement, etc.), affronter la concurrence ou, encore, identifier les créneaux les plus porteurs pour les prochaines années et en déposer les bases.

À tous ces efforts, s'ajoutent ceux du secteur touristique qui a resserré les rangs durant la présente décennie pour continuer de faire de la région de Montréal une destination de choix, et ce, bien avant les célébrations entourant le 375^e anniversaire de la Ville. L'élan donné à la construction résidentielle et dans les espaces à bureaux s'est poursuivi au-delà de la récession comme un reflet de la confiance des investisseurs et des gens d'affaires dans le potentiel de la région. S'ajoute à cela l'obtention du statut de métropole à la fin de 2016 pour la Ville de Montréal par le gouvernement du Québec. Cette reconnaissance, fruit d'une longue démarche, donnera un peu plus de latitude aux autorités pour gérer la Ville et s'accompagne, depuis le dernier budget provincial, d'un appui financier de 150 M\$.

Il y aurait beaucoup à dire sur les six dernières années, et la brève énumération qui précède ne prétend pas faire le tour des changements qui se sont produits dans la RMR. Ils servent à illustrer que la période 2010 à 2016 a vu l'aboutissement de projets menés de haute lutte depuis des années, à l'image du dégel après un hiver long et rigoureux.

Le droit de rêver

Toutefois, l'avancement de certains projets peut être douloureux à court terme. C'est le cas de tous les travaux d'infrastructure routière qui toucheront la région au cours des prochaines années. Au-delà de ces changements physiques très palpables, Montréal continue de travailler à muscler son économie.

À titre d'exemple, ses forces en matière d'intelligence artificielle ont été reconnues en mars 2017 de différentes façons. D'une part, 40 M\$ ont été accordés par le gouvernement fédéral dans le cadre de sa Stratégie pancanadienne en matière d'intelligence artificielle pour la recherche et le talent. Cette aide, accordée sur cinq ans, vise notamment la mise sur pied d'un nouvel institut. D'autre part, la région est devenue le septième pôle mondial en services infonuagiques de Google le même mois. Enfin, le dernier budget provincial prévoit l'injection de 100 M\$ supplémentaires en intelligence artificielle au Québec pour les prochaines années, dont la RMR de Montréal pourra également profiter.

Sur un aspect plus conjoncturel, des perspectives s'ouvrent pour Montréal avec la mise en œuvre de l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne.

On estime que trois secteurs déjà bien présents dans la région pourraient en profiter : l'aéronautique, la pharmaceutique et les technologies propres. Toutefois, les développements potentiels réussiront-ils à combler les effets d'un refroidissement commercial possible avec les États-Unis en raison d'un protectionnisme accru? Cela reste à prouver.

Au-delà des réparations au réseau routier, la région a aussi mis de l'avant un projet audacieux : le Réseau électrique métropolitain (REM). Depuis combien d'années un projet de cette trempe avait-il été proposé? Bien que déjà amendé à l'automne 2016 et à l'hiver 2017 et contesté par certains, le projet a le mérite de rassembler. Dans les années 1990 et 2000, l'unanimité s'est faite pour décrier l'immobilisme qui caractérisait la région. Depuis, on a réussi à créer un consensus en faveur d'un projet, qui, à certains égards, fait rêver. C'est tout un pas de franchi.

Être ou ne pas être

Il est vrai que la comparaison avec d'autres régions métropolitaines ne classe pas Montréal très souvent sur les premières marches du podium depuis une vingtaine d'années. Toutefois, il serait faux de prétendre que la région se retrouve systématiquement dans le peloton de queue. La RMR se connaît mieux que jamais, car on l'a auscultée sous toutes les coutures ces dernières années. Elle sait donc où il faut mettre les efforts, de nombreux documents ont été déposés à cet effet durant la période 1990-2010 et elle sait aussi qu'il faudra travailler fort. En ce sens, la région métropolitaine de recensement est parfaitement en mesure de dire ce qu'elle « n'est pas » (ex. : pas la première en ce qui a trait à l'emploi, pas la première en ce qui a trait à la croissance, etc.). Et si l'on regardait de l'autre côté de la médaille pour définir la région par ce qu'elle est et ce qu'elle veut devenir? Les choses ont bougé depuis 2010, l'inertie qui semblait régner en maître a fait place à la concrétisation de projets longuement attendus. La région se permet même de rêver, c'est déjà un signe de santé. La RMR de Montréal n'a pas dit son dernier mot.

Joëlle Noreau, économiste principale